

THEATRES OCCUPES: LES INTERMITTENTS NOUS MONTRENT LA VOIX

Plus de 50 lieux culturels sont aujourd'hui occupés par des professionnels de la culture et des précaires, des « intermittents de l'emploi ». Un mouvement qui a débuté le 4 Mars par l'occupation du Théâtre de l'Odéon à Paris.

Nous ne pouvons qu'être solidaires des revendications de ces travailleuses et travailleurs qui ne demandent qu'à pouvoir vivre et travailler dans la dignité. Nous ne pouvons qu'être solidaires des revendications de ces travailleuses et travailleurs qui ne demandent qu'à pouvoir vivre et travailler dans la dignité. Nous demandons l'ouverture des lieux culturels, dans le respect d'un protocole sanitaire bien sûr, comme bien d'autres lieux « essentiels » le sont ! Comme si la culture n'était pas « essentielle » !

Ce cri de révolte de nos artistes et techniciens est un mouvement qui doit faire tâche d'huile. Trop d'habitants de ce pays sont aujourd'hui précarisés, privés d'emplois et de la parole. La démocratie est confinée par un gouvernement incapable et qui s'est illustré et s'illustre chaque jour par son incohérence et son incapacité.

La crise sanitaire que nous subissons a révélé les faiblesses du pouvoir et le résultat de décennies de gestion désastreuse des services publics : plus de 90 000 décès du Covid, des services d'urgence saturés, des professionnels épuisés. Pendant que nous sommes aux abois, des pays que nous qualifions de pauvre ont maîtrisé cette maladie. Les hôpitaux créés en 10 jours en Chine, le faible nombre de morts au Vietnam ou encore le vaccin cubain sont des réussites qui nous montrent que d'autres choix sont possibles pour la santé publique.

De l'autre côté, tout en s'étant enrichis, les grands groupes ont profité de cette crise pour tailler dans les effectifs et mettre des centaines de milliers de salariés au chômage : Bridgestone, Airbus, Renault, General

Electric, Sodexo, Accor, Danone, IBM etc.. Ils n'ont pas hésité à profiter de la crise pour détruire des emplois. Une hémorragie validée par nos gouvernants français et européens. En France, en 2020, ce sont 360 500 emplois qui ont été détruits. Ces monopoles capitalistes, ces « donneurs d'ordre » en ont aussi profité pour avoir recours, encore plus, à l'intérim et précariser les parcours de vie. Combien de familles, de territoires, d'avenirs sacrifiés sur l'autel du profit?

Le gouvernement, quant à lui, n'a pas jugé bon de consulter, ni le parlement, ni les citoyens et a voulu gérer cette crise à travers un Conseil de Défense sanitaire. Élu par personne, opaque, ce « Conseil de guerre » a échoué à ramener la paix, à ramener la santé. Ce pouvoir autocratique a, comme d'habitude, usé de malice dans le but d'étouffer les critiques. Il s'est empressé d'allumer des contre-feux : la « menace islamo-gauchiste » est venue polluer le débat public, quand légitimement, des voix s'élevaient et demandaient à pouvoir vivre dignement.

Salariés, privés d'emplois, étudiants, retraités, n'acceptons plus de vivre ainsi. Ce pays est riche, l'argent doit être mieux investi en urgence pour développer des traitements, réouvrir des lits d'hôpitaux, acheter en masse les vaccins efficaces qui nous manquent (y compris aux Russes et

Chinois qui sont prêts). La culture ne peut être sacrifiée au nom d'une lutte incohérente contre la pandémie qui accepte des métros et des usines bondées, mais maintient fermées les lieux culturels. Nous refusons des mesures d'exception généralisées à tout le territoire, seules sont nécessaires face à la pandémie, dans la situation actuelle, des mesures générales localisées ! Faisons grandir la contestation en portant ces exigences !

LES PRINCIPALES RENDICATIONS DU MOUVEMENT

→ Deuxième « année blanche »* pour les intermittents

→ Réouverture des lieux culturels

→ Abandon du projet de contre-réforme de l'assurance chômage

* « Année blanche » : année d'allocations assurée pour les intermittents du spectacle, même sans les heures travaillées nécessaires l'année précédente, puisque impossibilité de travail.



FAILLITE TOTALE DU LIBERALISME
ROULEAU COMPRESSEUR DES SERVICES PUBLICS DE SANTE



MACRON: PLUS DE 4000 LITS SUPPRIMES,
70000 LITS EN MOINS DEPUIS 15 ANS